

---

## Quels marchés pour quel développement en Afrique subsaharienne ?

*What Markets for Which Development in Sub-Saharan Africa?*

Thierry Amougou et Martine Ngo Nyemb

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/10081>

DOI : [10.4000/interventionseconomiques.10081](https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.10081)

ISSN : 1710-7377

### Éditeur

Association d'Économie Politique

### Édition imprimée

ISBN : 1710-7377

Ce document vous est offert par Institut de recherche pour le développement (IRD)



### Référence électronique

Thierry Amougou et Martine Ngo Nyemb, « Quels marchés pour quel développement en Afrique subsaharienne ? », *Revue Interventions économiques* [En ligne], 64 | 2020, mis en ligne le 01 mai 2020, consulté le 29 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/interventionseconomiques/10081> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/interventionseconomiques.10081>

---

Ce document a été généré automatiquement le 29 septembre 2020.



Les contenus de la revue *Interventions économiques* sont mis à disposition selon les termes de la Licence Creative Commons Attribution 4.0 International.

---

# Quels marchés pour quel développement en Afrique subsaharienne ?

*What Markets for Which Development in Sub-Saharan Africa?*

Thierry Amougou et Martine Ngo Nyemb

---

“Yet we know little about how markets operate in practice. Perhaps the best measure of this lack of knowledge is our propensity to call informal everything that is not of western inspiration (...) African market realities are much richer than often recognized”, Marcel Fafchamps, 2004, *Market Institutions in Sub-Saharan Africa*, MIT.

## 1. Introduction : contexte, problématique, plan et méthode

### 1.1 Quelques éléments de contexte

- 1 L'Afrique Subsaharienne (AS) reste sous-développée suivant les indicateurs internationaux du développement économique, politique, social et humain. Après près d'un siècle de colonisation européenne (1800-1960), l'AS a accédé à l'indépendance en 1960. Elle a, de 1960 à 1980, fait de l'État l'acteur pilote d'un développement déjà assimilé à « une mission civilisatrice » via une modernisation sous-tutelle de l'État-colonial. Suite à la faillite du modèle de l'État-développeur (1960 - 1980), la Dynamique de l'Ajustement Structurel (DAS) est, depuis 1980, le cadre analytique, politique et idéologique à travers lequel ce continent est censé retrouver les sentiers du développement. Au centre de cette DAS se trouve le Marché au sens néoclassique de ce terme. C'est-à-dire une instance économique considérée comme une estimation sans biais des sociétés africaines dont les cultures, les histoires et les identités ne comptent plus dans l'analyse du développement et sa réalisation. Ne sont désormais dignes

d'intérêt que des simulations politiques faites à l'aune du paradigme du Marché. Ce dernier devient par conséquent une institution post-historique, post-culturelle, post-anthropologique et post-temporelle parce que naturel et donc universel (Cangiani et Maucourant, 2017).

- 2 Cela étant, pour enclencher « le bon développement », l'AS est poussée à mettre le Marché en œuvre afin de bénéficier de ses vertus dans l'amélioration du bien-être de ses populations. Il en résulte que l'objectif central de la DAS est de faire de l'AS une société de marché compatible avec le Marché néolibéral, seul susceptible de réaliser « le bon développement » largement assimilé à une occidentalisation (Harisson, 2010). Force est cependant de constater, d'une part, que la DAS est un fiasco économique et un désastre en matière de développement social et humain depuis 1980 (Peemans, 2002 ; Stiglitz, 2002 ; Rodrik, 2006 ; Krugman, 2009 ; Amougou, 2010) et, d'autre part, que les sociétés africaines sont marquées par l'omniprésence et l'essor des marchés populaires urbains et périurbains où s'active à améliorer ses conditions d'existence la majeure partie de leurs populations (Ayimpam, 2010 ; Ngo Nyemb, 2017 ; Amougou, 2018). D'un côté, il en résulte que ce que la pensée occidentale a conçu comme pratiques « développantes » depuis l'État-colonial puis comme développement à partir de 1945, n'arrive toujours pas à répondre aux demandes populaires de développement réel. De l'autre, ce que l'économie politique occidentale entend par Marché est sans cesse contesté par le réel et battu en brèche par des marchés populaires au fonctionnement plus adapté aux cultures subsahariennes. Un statu quo politique en matière de paradigme officiel de développement est cependant constaté. La preuve en est que la DAS dont les métamorphoses ont donné naissance à de multiples programmes — FAS (Facilités d'Ajustements Structurels), FASR (Facilités d'Ajustements Structurel Renforcées), Ajustement structurel à visage humain, IADM (Initiative pour l'Annulation de la Dette du Tiers-Monde), PPTE (Pays Pauvres très Endettés) —, est de nouveau en place en AS dans sa formule initiale des années 1980. L'AS semble donc tourner en rond en matière de politiques de développement car les problèmes à résoudre par la DAS en 2018 sont exactement les mêmes que ceux qu'elle était censée résoudre en 1980. L'AS se trouve donc dans un contexte de déficit de développement réel caractérisé par le fait que la DAS n'y entraîne point une amélioration effective des conditions de vie des populations subsahariennes.

## 2 Problématique et plan

- 3 Où est passé le développement réel en AS ? Qu'est-il arrivé aux vertus magiques du Marché sur le bien-être du continent ? Ne sont-ce pas des « épistémicides » qui font passer l'AS d'un ajustement structurel à un autre sans atteindre le développement réel ? Il semble indiqué d'interroger, tant les fondements épistémologiques du lien que la DAS fait entre Marché et développement en AS, que le type de Marché et de développement promu. Dans un premier temps, nous aborderons les diverses conceptions de la notion de marché, notamment celles de Smith, Walras, Hayek puis nous traiterons de trois questions fondamentales.
- 4 La première question que nous aborderons est celle-ci : Le Marché existe-t-il en AS lorsqu'on tient compte de la base épistémologique qui sous-tend son approche dans la pensée économique occidentale ? Traiter de cette question nous permettra, dans une première partie, de confronter plusieurs approches du Marché — l'approche

smithienne, l'approche walrasienne et l'approche hayékienne — aux réalités historiques et contemporaines de l'AS. L'hypothèse qui guidera le travail dans cette première partie stipule que les approches classiques et néoclassiques du Marché ne souffrent pas seulement d'une carence épistémologique dans l'approche des marchés et du développement en AS, mais porte aussi une responsabilité historique dans le blocage du développement réel de ce continent, étant donné qu'elles évacuent la spécificité d'un contexte et ignorent le poids de ses cultures.

- 5 La deuxième question que nous examinerons est : Que vaut le Marché walrasien en AS au prisme des marchés populaires de Yaoundé et de Douala au Cameroun ? Dans la mesure où c'est le Marché walrasien qui inspire la DAS et ses politiques depuis 1980, il est crucial de mettre en exergue à la fois ses carences dans l'analyse de l'AS et son déclassement factuel par des marchés populaires africains dont le fonctionnement et l'apport en matière de bien-être des populations impliquent, non seulement la sortie de la rationalité illimitée, mais aussi convoquent l'histoire, la culture pour comprendre leurs ressorts sociaux. La réponse à cette deuxième question s'appuie sur une *enquête de terrain menée à Yaoundé et à Douala au Cameroun en 2017*. L'hypothèse ici est que c'est le modèle de l'encastrement social, culturel, conventionnel et institutionnel qui, non seulement rend mieux compte des marchés populaires camerounais, mais aussi explique la coordination entre acteurs.
- 6 Enfin, la troisième question sur laquelle nous tablerons se décline en deux volets : Quelle peut-être, en nous inspirant de Karl Polanyi, de Fernand Braudel et de François Régis Mahieu, une meilleure approche et une intelligibilité ad hoc des marchés africains ? Quelle forme de développement peut assurer une telle intelligibilité et la méthodologie sous-jacente ? En nous basant sur *nos travaux de terrain sur la libéralisation financière au Cameroun*, les esquisses de réponses à cette troisième et dernière question nous permettront de faire la différence entre un développement idéal typique de l'AS au sens d'occidentalisation, et un développement réel où l'AS garderait sa part d'Occident sans complètement s'aliéner à la domination cognitive du Nord. Notre hypothèse dans cette partie soutient que ce que nous appelons « une approche encastree, périodique, ensembliste et déontique » des marchés et du développement en AS est source de développement réel et de justice épistémologique.

### 3. Méthode

- 7 Via une remise en cause de la conception dominante du développement et du Marché qui en sert de viatique, notre démarche prend la forme d'un essai et elle est critique. Elle présente, à l'instar de toute démarche critique, une dimension explicative, une dimension normative et une dimension pratique (De Munck, 2011). La dimension explicative consiste à montrer que la validité du savoir que l'approche classique du développement et du Marché produit sur l'AS est peu robuste parce que basée sur une saisie non fidèle du réel de l'AS. Nous allons donc interroger à la fois les termes développement et Marché suivant un va-et-vient entre modèle dominant et terrain africain. Cela implique, non seulement l'utilisation de données historiques et d'enquêtes pour donner un fondement empirique à nos concepts (dimension pratique), mais aussi des théories grâce auxquelles il nous sera possible de faire des généralisations que n'autorisent pas toujours les données issues d'un terrain précis. Il s'agit donc de réfuter les approches dominantes du développement et du Marché en

montrant qu'épistémologiquement parlant, elles sont non fondées et induisent à la fois de la violence et du mépris du réel des autres. La dimension normative insiste sur comment lire le marché en AS afin d'y réaliser le développement réel par l'entremise d'une sortie des bibliothèques coloniale, classique et néoclassique dont la condescendance bloque le dialogue entre savoirs, entre histoires et entre cultures occidentales et subsahariennes.

#### **4. Le Marché existe-t-il en AS lorsqu'on tient compte de la base épistémologique qui sous-tend son approche dans la pensée économique et politique occidentale ?**

- 8 Les soubassements qui constituent l'infrastructure épistémologique ayant donné lieu au Marché comme concept et comme mode de régulation des rapports marchands entre individus puis entre individus et ressources sont, en Occident, d'ordre politique, économique, social et spirituel.

#### **5. Coordonner intérêts individuels et bien-être collectif : à l'origine de l'invention du Marché comme concept dans la pensée occidentale**

- 9 La question qui donne lieu à l'invention du Marché comme concept et comme mode de régulation dans la société occidentale au XVIII<sup>e</sup> siècle vient de la philosophie politique et s'énonce comme suit : *Comment assurer une conciliation entre intérêts individuels et bien-être collectif?* (De Vroey, 1987). L'analyse de ce qui devrait être ou pourrait être par la philosophie politique va, en s'inspirant de Thomas Hobbes, proposer un contrat centralisé et normé par l'État comme réponse à cette interrogation. En d'autres termes, c'est seul le Léviathan qui, en ayant le monopole d'un ordre qui protège à la fois l'épanouissement de l'intérêt individuel et celui de l'intérêt collectif, peut assurer leur conciliation. Solution contestée par l'économie politique qui pense qu'un contrat décentralisé normé par le Marché concurrentiel est la meilleure modalité de conciliation entre intérêts individuels et bien-être collectif. Pour elle, l'État n'est pas toujours au service de l'intérêt général, non seulement parce que les fonctionnaires qui l'incarnent poursuivent des intérêts corporatistes (*public choice*), mais aussi parce que, d'après Hayek, tout constructivisme est voué à l'échec (Boyer, 2015). Autrement dit, c'est l'échange marchand via la concurrence (processus dynamique) qui est le principe conciliateur entre intérêts individuels et bien-être collectif. Cette réponse économique, malgré la critique dont elle fait elle-même l'objet<sup>1</sup>, va avoir le vent en poupe dans un environnement européen où le capitalisme, dans le but de s'assurer un essor sans entraves éthiques et morales, commence à se détacher des savoirs inféodés à la raison théocratique. Une conjoncture où l'économie politique se distingue désormais des humanités pour devenir une discipline nomothétique, et où la physique newtonienne influence grandement les scientifiques (Wallerstein, 2006). La construction de modèles hypothético-déductifs que popularise David Ricardo (1772-1823) va transformer la question immédiate et large de départ en une question médiante et restreinte au champ technico-économique. En d'autres termes, la réponse à la question *comment assurer une*

*conciliation entre intérêts individuels et bien-être collectif?* se donne désormais via une séquence méthodologique où deux doctrines (droit naturel, utilitarisme)<sup>2</sup> jouent un rôle central et où la question immédiate de départ devient une question médiante suivant plusieurs étapes qui font du marché l'étude de la détermination des prix d'équilibre compatibles avec le bien-être économique<sup>3</sup>.

- 10 Il va sans dire que cette modeste généalogie de l'idée de Marché comme concept et comme mode de régulation économique, du type de méthode et de savoirs qui en découle plongent, autant que l'anthropologie sous-jacente, leurs racines dans un contexte précis. Celui de la société européenne et son évolution politique, économique, culturelle, sociale et spirituelle à un moment donné de son histoire. La question, *comment assurer une conciliation entre intérêts individuels et bien-être collectif?* Est le produit de ces évolutions autant que la méthodologie économique qui s'ensuit pour y répondre. Parmi les paramètres qui structurent cette conjoncture européenne on peut, outre ce qui a déjà été mentionné, signaler le fait que l'idée de Marché se construit aussi sur base des doctrines de justice naturelle dont le but est de réduire le gouvernement pour sauver les individus et leur propriété des accaparements du pouvoir autocratique des monarques de droit divin (Fontaine, 2014 ; Laval, 2018). Les économistes politiques anglais qui construisent intellectuellement le Marché sont aussi préoccupés par un problème de luttes des classes qui se matérialise à travers la question de la répartition de la valeur ajoutée entre classes sociales anglaises (rentiers, travailleurs et investisseurs). Une anthropologie négative structure le fond épistémologique de cette pensée occidentale du Marché. C'est en effet un Homme occidental violent (Thomas Hobbes), égoïste, hédoniste, individualiste (Adam Smith), puis roublard (Machiavel) qui se trouve au centre de la rationalité formelle qui fonde la rationalité du Marché aux côtés d'un État dont la violence légitime réprime les pulsions de mort de l'Homme occidental naturel.

## 6. Assurer une reproduction élargie et durable de la vie : *modus vivendi* civilisationnel de l'Afrique ancienne

- 11 Le Marché existe-t-il en AS lorsqu'on tient compte de la base épistémologique qui sous-tend son approche dans la pensée économique occidentale ? Dans la mesure où l'histoire africaine est la plus longue au monde (Vidrovitch, 2013), et sachant que le XVIII<sup>e</sup> siècle comme charnière de l'histoire occidentale correspond plus à un temps de dépréciation de la civilisation africaine qu'à un moment fondateur, une régression temporelle s'impose pour esquisser une réponse à cette question. Les travaux contemporains sur l'Afrique ancienne dont le berceau, avant Jésus-Christ, se trouve dans la Vallée du Nil (région actuelle des Grands Lacs), mettent en exergue un autre questionnement philosophique, politique et économique. L'interrogation fondamentale de l'Afrique ancienne n'est pas d'ordre économique, mais vital. Elle s'énonce comme suit : *Comment assurer une reproduction élargie et durable de la vie sachant que la société fait l'objet de tumultes issus de multiples conflits ?*
- 12 Le conflit social, économique et politique induisant du tumulte autant que les rapports entre l'Homme et le cosmos, le but du pouvoir dans l'Afrique ancienne est de trouver une harmonie de l'univers via la recherche permanente des équilibres entre le social,

l'économique, le politique et le cosmos. *Maât*, incarnation mythologique de la justice et de la vérité entre le social, le politique, l'économique et le cosmos, correspond à cette philosophie politique. Elle ne fait pas de l'État le détenteur du monopole de la violence légitime, mais le détenteur d'un pouvoir doté d'une spiritualité qui incarne l'harmonie de l'univers via la promotion de la justice et de la vérité (Obenga, 2000 ; Mbog Bassong, 2013). L'anthropologie ici est positive, car elle pense l'Homme comme un animal spirituel préférant à tout moment l'harmonie de l'univers à la violence perpétuelle. L'organisation étatique ou non étatique du pouvoir qui en découle ne pouvait s'exercer que via des Hommes ritualisés, c'est-à-dire passant par une initiation spirituelle dont le but central et ultime est de garantir les conditions d'une reproduction élargie de la vie, d'une philosophie du tiers inclus et d'une exaltation de l'*Ubuntu*, soit du sentiment d'une commune humanité (Mancini, 2002 ; Menu, 2004 ; Lecomte, 2012 ; Mbog Bassong, 2013). Il en résulte une existence d'un marché, non seulement encadré socialement et spirituellement (Polanyi, 1945), mais aussi soumis à cette exigence d'harmonie du cosmos qu'assurent d'autres modes de coordination (réciprocité et redistribution) afin de garantir une reproduction élargie et durable du vivant. Objectif qui, suivant les travaux de l'anthropologue économiste Marshall Sahlins (1976) font écho à un marché qui ne dévient pas un mécanisme de gestion optimale de la rareté, étant donné que l'absence d'un esprit productiviste, l'existence d'interdits et le besoin constant d'harmonie du cosmos donnent naissance aux premières sociétés d'abondance contre le marché autorégulateur. Sans besoins extensibles à l'infinie grâce à une sobriété qui relativise la rareté, l'économie qui en découle réussit à satisfaire la totalité des besoins de la société en produisant toujours en deçà de ses possibilités maximales de production (Clastres, 1976). Le marché et l'économie ne se conçoivent donc pas en dehors de l'objectif politique d'une reproduction durable et élargie de la vie dont ils sont de simples instruments.

## 7. Marché conceptualisé par l'économie politique occidentale et marchés réels africains

- 13 La DAS, personnage conceptuel central des politiques de développement appliquées en AS depuis 1980, est le fruit principalement de la confluence de trois conceptualisations du Marché. D'abord, la conception smithienne (1776) du marché qui en fait le régulateur de la division du travail elle-même révélatrice de l'étendue du marché. Cette lecture smithienne est fondatrice du Marché global au sens de mondialisation économique et de prospérité d'autant plus élevée que le volume des échanges augmente. Ensuite, la conception hayékienne qui fait du Marché un ensemble d'interactions individuelles. Approche de laquelle découle une philosophie d'un Homme entrepreneur de lui-même. Enfin, la conception walrasienne du Marché parfait ou de concurrence pure et parfaite. Si le libre Marché qui en découle est au cœur de la DAS, il est important de se poser la question de savoir si ce Marché conceptualisé existe et correspond aux marchés réels africains au sens de produits de l'histoire et construction historico-culturelle. Que disent l'anthropologie économique, l'histoire socioéconomique et l'économie politique internationale en guise de réponse à cette question ?

- La réfutation du Marché conceptualisé par l'économie politique occidentale par l'anthropologie économique de l'Afrique



- 14 Le modèle évolutionniste de Smith d'un développement par étapes successives où les nations barbares/sauvages sont des étapes de carence à dépasser pour atteindre le stade occidental d'abondance matérielle, s'est imposé à la fois comme unique mode de lecture du marché dans le monde, et unique mode de lecture du changement social (Marouby, 2004). La réponse classique façonnée par ce modèle smithien a été de considérer les économies des sociétés extra-occidentales, notamment africaines, comme des économies de subsistance, de carence généralisée, incapables de sortir de la gangue de la misère et de la pression environnementale. Seule la croissance smithienne, c'est-à-dire l'augmentation quantitative des échanges et donc de la taille du Marché via la hausse de la division du travail, est le chemin à suivre pour faire des sociétés africaines pauvres, des sociétés riches. Ce raisonnement linéaire qui a dominé la pensée sur le développement est aujourd'hui réfuté par l'anthropologie économique. Cette dernière montre non seulement que le Marché smithien n'existe pas dans les sociétés africaines anciennes (chasseurs, cueilleurs, paysans, éleveurs, artisans...), mais aussi que ces économies anciennes dites « primitives » ne sont pas des économies de misère, mais les premières et les seules sociétés d'abondance (Sahlins, 1976 ; Malang, 2012). Pour des raisons anthropologique, politique et sociologique déjà signalées plus haut, l'Afrique ancienne n'est pas une société de rareté de ressources comme le soutient le modèle smithien du Marché, elle n'est pas le lieu de l'accumulation des choses via un Marché qui se détache de la société ainsi que le pense le modèle walrasien de concurrence pure et parfaite, et, encore moins, un monde organisé autour de l'individualisme haékien. C'est plutôt une entité constituée de sociétés qui, en produisant en deçà de leurs possibilités maximales de production, satisfont toujours complètement les besoins définis par la société elle-même. Elle fonctionne de façon communautaire et est socialement et spirituellement structurée contre l'économie smithienne, hayékienne et walrasienne, étant donné que c'est la communauté qui donne une forme et un sens à l'économie et ne laisse pas celle-ci s'échapper des forces sociales pour devenir autorégulatrice : « Si l'homme primitif ne rentabilise pas ses activités, ce n'est pas parce qu'il ne sait pas le faire, mais parce qu'il n'en a pas envie » (Clastres, 1976). Il est donc indiqué de souligner tant l'absence d'une base culturelle pouvant soutenir en Afrique les prémisses des trois théories du Marché évoquées, que le fait que la rareté et la misère ne furent pas les caractéristiques d'une Afrique ancienne auto-suffisante sans le Marché de l'économie politique occidentale. Si cela ne la condamne pas à l'immobilisme dans ce domaine, l'innovation marchande ne peut s'y faire avec pertinence de nos jours en dehors de cette culture héritée.

- Une histoire socioéconomique de l'Afrique aux antipodes du Marché conceptualisé par l'économie politique occidentale

- 15 Dans sa critique du « libre marché » qui découle de la conception smithienne du Marché, Edward Thompson (1991) soutient que le Marché smithien est dépourvu de preuves empiriques, qu'il est intrinsèquement peu probable, qu'il y a des preuves contraires et que le monde attend toujours que survienne l'état de concurrence parfaite conceptualisé par l'économiste écossais. Si Thompson fait une telle remarque concernant l'Angleterre à partir de son étude des traditions et des résistances populaires, qu'en est-il du Marché conceptualisé dans l'histoire économique de l'AS ?
- 16 Les trois conceptions du Marché au sein de la DAS tombent en effet sous le coup de la critique de Thompson lorsqu'on examine l'histoire des faits économiques subsahariens. En fait, le Marché conceptualisé par Adam Smith, Von Hayek et Léon Walras ne dit



absolument rien des marchés et de l'économie de l'Afrique ancienne mis en évidence par l'histoire économique. Le mettre en exergue n'est pas anodin, car un Marché inventé et conceptualisé en Occident, même s'il n'y est pas effectif avant le XVI<sup>e</sup> siècle, ne peut s'y révéler autant inadapté qu'en Afrique où, contrairement à l'Occident, aucune base culturelle, sociale et anthropologique ne nourrit, avant ou après le XVI<sup>e</sup> siècle, son invention comme mode de régulation des échanges. Concernant la période précoloniale (*grosso-modo* avant 1800), une hypothèse est hautement plausible. Celle de l'existence des formes précoloniales et précapitalistes de développement et de marchés réels en AS (Amougou, 2010). En effet, l'AS étant le berceau de l'humanité, il est évident que l'Homme y fait du développement depuis qu'il cherche que manger, que boire et comment vivre en sécurité. Ces bases précoloniales du développement et des marchés réels se retrouvent dans ce que Catherine Coquery-Vidrovitch (1969 et 2010) appelle « le mode de production africain » de la période précoloniale et dont les caractéristiques sont les suivantes :

- Des organisations politiques et leurs formes institutionnelles (proto-États, Empires, Villages, Chefferies, Émirats, Royaumes, Sociétés lignagères...) sont dominées par des *aristocraties tribales* ou par des *élites lignagères* qui contrôlent le pouvoir politique et le commerce de longue distance (international).
- L'antagonisme, la compétition et le conflit existent. Cela se traduit entre autres par les droits d'aînesse au travers desquels les aînés sont censés détenir la sagesse et l'exclusivité dans la possession de certains biens précieux, et l'exercice de certains privilèges interdits aux cadets.
- « L'accumulation privée » est possible, car les aînés, au même titre que les élites lignagères, organisaient uniquement entre eux des échanges de biens précieux et de biens de prestige interdits aux plus jeunes et parfois aux femmes.
- Les structures sociales sont certes hiérarchisées, mais l'exercice du pouvoir n'entraîne pas une exploitation directe des populations par le contrôle des moyens de production, mais par un prélèvement indirect en surplus de travail (esclavage domestique) et de surplus en produits grâce au contrôle du commerce de longue distance.
- Les communautés villageoises et les populations gardent leurs terres et contrôlent l'économie dite de subsistance d'autant plus qu'il n'y pas, à l'exception des régions inter lacustre (Grands Lacs), une appropriation privée de la terre par l'aristocratie tribale dominante.
- Une étanchéité existe entre le commerce de longue distance et l'économie dite de subsistance. Cette étanchéité garantit l'autonomie de la paysannerie.
- Les contraintes sociales (réciprocité, redistribution et échange) correspondent aux « modes d'intégrations » qui relient la sphère politique, la sphère économique et la sphère sociale par le biais de leurs interdépendances (Polanyi, 1983).
- L'échange monétarisée (économie de marché ?) dont la présence est attestée par l'existence de nombreuses *paléo monnaies* est une réalité. Ces *paléo monnaies* ont la caractéristique, non seulement d'être encore à leur phase de *violence essentielle* où les esclaves servent d'unité de compte, mais aussi d'avoir à la fois une valeur d'usage (désirabilité de cauris pour la décoration), et une valeur d'échange (recherche de cauris comme monnaie) dont les demandes résultantes influencent le cours sur le marché. Cette double caractéristique des *paléo-monnaies* montre que l'économie réelle et l'économie financière ne sont pas séparées dans les sociétés africaines précoloniales (Amougou, 2010 ; Servet, 2012).
- Des spiritualités et des religions subsahariennes avant le christianisme et l'islam sont bien en place. Il existe une entité suprême dans la plupart des religions *paléoafricaines*. Mais cette

entité suprême apparaît rarement comme exclusive et omnipotente. Les dieux, Dieu et le monde des génies donnent un ordre hiérarchique à un monde invisible lié au monde visible. Ils sont très souvent évolutifs, de formes animales ou anthropomorphiques. Ils sont détenteurs d'un pouvoir politique utilitaire et peuvent posséder un double mauvais. Nonobstant sa supériorité hiérarchique dans l'explication et la conception du monde, Dieu « se présente comme une notion philosophique, une idée à l'état pur, un verbe fécond... la religion paléoafricaine intéresse la seule cellule familiale ou le groupe humain tout entier. Ce sont des religions éminemment sociales dans la signification la plus profonde du mot... » (Holas, 1964 : p. 19).

- 17 Il apparaît, *mutatis mutandis*, que « le mode de production africain » a comme maillons centraux le commerce de courte et de longue distance, l'agriculture, la famille élargie (lignage), la propriété collective inaliénable de la terre, les alliances (mariages entre lignages), l'autonomie des familles élargies et des paléomonnaies qui assurent la circulation des récoltes, des biens de consommation et des services dans le but d'une reproduction durable et élargie des communautés où la spiritualité compte. Le marché n'y est qu'une modalité de circulation parmi d'autres que sont la réciprocité et la redistribution. À propos de ce marché, Catherine Coquery — Vidrovitch (2010 : 64) note :

« Mêmes dans les régions où les marchés étaient denses et fréquents comme en Afrique de l'Ouest, on ne venait pas seulement pour vendre ou acheter un menu produit (le plus souvent, on échangeait un peu de bois contre une poule ou le contraire). Les transactions de voisinage étaient aussi l'occasion de transactions de toute nature ; échange social d'abord : on venait entendre des nouvelles ou discuter, dans certaines sociétés, des alliances matrimoniales, etc. ; échanges politiques également : pour le chef le marché était un moyen de rassembler les villageois, donc de faire reconnaître son autorité par les chefs voisins, et de collecter le tribut. Local ou régional, le marché était donc un lieu social autant qu'économique. »

- Le grand écart entre l'économie politique internationale de l'Afrique et le Marché conceptualisé par l'économie politique occidentale
- 18 Il est possible, via l'économie politique internationale, d'insister sur quatre articulations majeures permettant une remise en question de la pertinence du Marché conceptualisé par l'économie politique occidentale sur les réalités des marchés en AS. Ces quatre articulations sont le proto-commerce triangulaire dès le début du XV<sup>e</sup> siècle, le commerce triangulaire (XV<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle), la colonisation dès le XVIII<sup>e</sup> siècle et la conférence de Berlin au XIX<sup>e</sup> siècle.
- 19 Concernant le proto-commerce triangulaire, celui-ci est mis en place par les Portugais dès le début XV<sup>e</sup> siècle. Aidés de caravelles, les Portugais vont inaugurer l'économie des plantations (cannes à sucre) à Sao Tomé-et-Principe, les razzias d'esclaves dans le royaume Congo et l'exploitation de l'or au Ghana appelé jadis la côte de l'or. Ce proto-commerce triangulaire se tisse autour de marchés aux esclaves et de l'or assurant la circulation des produits manufacturés, de l'or et des esclaves entre l'AS et le Portugal, mais aussi entre le royaume Congo, Sao Tomé et Saint-Georges-de-la Mine plus connue sous le nom Elmina (Gattier ; Gélas ; Glissant, 2018). La révolte des esclaves à Sao Tomé-et-Principe va délocaliser l'économie des plantations vers les Caraïbes, le Brésil puis les États-Unis en installant ainsi le commerce triangulaire proprement dit. Dès lors, les marchés aux esclaves sur les côtes africaines et les marchés aux esclaves dans les ports européens vont alimenter en main-d'œuvre servile une économie des plantations américaine en liaison avec les manufactures européennes qui approvisionnent les côtes

africaines en produits finis. Le capitalisme mercantiliste et le proto-capitalisme industriel ont donc eu comme moteurs un Marché mondial aux esclaves et de l'or africain dès le début du XV<sup>e</sup> siècle (Vidrovitch, 2010).

- 20 Si ces marchés aux esclaves et de l'or contre des produits manufacturés occidentaux autour des forts côtiers européens en AS ne disparaissent pas complètement avec la colonisation, celle-ci renforce, par la suite, la réalité des marchés de dupe via les pactes coloniaux. Ces derniers sont des régimes commerciaux autarciques qui assurent l'exclusivité du commerce avec la colonie à la métropole et à son seul profit (Marseille, 2005). La dimension politique, omniprésente dans l'engagement des États occidentaux via leurs explorateurs, banques et compagnies à chartes, connaît son zénith avec la colonisation à travers laquelle la puissance politique, économique et culturelle européenne réactualise l'idée d'empire entre puissances coloniales occidentales. La Conférence de Berlin de 1884 en constitue l'apothéose, étant donné que son objet principal est d'éviter la guerre entre États occidentaux en conciliant possessions coloniales et le marché libre, tant dans le bassin du Congo et ses embouchures, que sur le fleuve Niger (Wesseling, 2002).

- Les nombreuses faiblesses des théories de l'économie politique occidentale concernant le fonctionnement du marché mondial entre XVI<sup>e</sup> et début du XX<sup>e</sup> siècle

- 21 Cette brève recension des réalités de l'économie politique internationale des rapports entre l'AS et l'Occident à travers la réalité des marchés met en exergue, lorsqu'il faut parler des marchés en AS, les nombreuses faiblesses du Marché conceptualisé par l'économie politique occidentale. Premièrement, il faut signaler que ni le Marché smithien, ni le Marché hayékien et encore moins le Marché walrasien, ne mettent en évidence le fait que le proto-commerce triangulaire, le commerce triangulaire et la colonisation ont détourné les regards des marchés réels intra-africains et locaux mis en lumière par l'anthropologie économique et l'histoire économique et sociale de l'AS. Deuxièmement, Adam Smith, Von Hayek et Léon Walras ne disent mot des marchés aux esclaves africains, des marchés aux esclaves européens et du Marché aux esclaves mondial. En d'autres termes, leur Marché conceptualisé ne rend aucunement compte des marchés africains précoloniaux et évince de l'analyse économique le Marché mondial aux esclaves ainsi que les marchés coloniaux. Troisièmement, parlant de ces derniers, la concurrence et la liberté exaltées par Adam Smith, Walras et Hayek sont complètement contredites, car les marchés coloniaux sont des négations outrancières et par excellence de la concurrence et de la liberté par les pactes coloniaux. Quatrièmement, non seulement Adam Smith qui parle de la division du travail ne rend pas compte, dans la « Richesse des nations », de la division coloniale et raciale du travail, mais aussi, la main invisible disparaît et laisse la place à la conférence de Berlin de 1884 lorsque les puissances occidentales doivent éviter la guerre en assurant la conciliation entre leurs intérêts individuels (possessions coloniales) et intérêts collectifs (libre commerce en Afrique). De même l'existence des marchés aux esclaves rend caduques toutes les hypothèses d'atomicité, d'informations libre et parfaite, de libre entrée et de libre sortie du Marché walrasien. L'économie politique internationale de l'AS montre des marchés qui ne sont pas des instruments de libération des pouvoirs aristocratiques (Fontaine, 2014) et d'allocations optimales des ressources (Walras), mais d'asservissement d'hommes, de femmes et d'enfants par le capitalisme mercantiliste et proto-industriel.

- 22 En outre, le fait que bon nombre de ces marchés aient entraîné l'asservissement des Africains du Sud du Sahara contredit complètement l'idée d'un marché qui serait toujours neutre racialement et entrainerait le bien-être de tous via une allocation optimale des ressources. Ce à quoi on assiste, et que tait le Marché conceptualisé par les économistes classiques occidentaux, est une intégration de l'AS comme périphérie et fournisseuse de matières premières dans la division du travail à grande échelle mise en place par l'économie-monde occidentale dès la deuxième moitié du XV<sup>e</sup> siècle (Braudel, 1979 ; Wallerstein, 1980). Le XV<sup>e</sup> siècle inaugure le processus de la perte d'autonomie du continent africain comme entité politique, économique et sociale suite à la colonisation occidentale. L'invention du Marché comme concept et comme mode de gestion des ressources rares face à des besoins illimités est donc consubstantielle à une économie politique en soutien à l'expansion mondiale du capitalisme industriel. Cette invention est de ce fait le lieu par excellence d'anachronismes par rapport à l'histoire de l'AS, de discriminations statistiques des marchés réels subsahariens et d'un scientisme du Marché au sens de transformation de la science économique en un instrument de domination d'une réalité autre des marchés en AS.

## 8. L'impertinence de la notion walrasienne de marché au prisme des marchés populaires de Yaoundé et de Douala au Cameroun à l'ère du néolibéralisme

- 23 Après avoir examiné les réalités de l'Afrique ancienne, celles de l'Afrique entre XVI<sup>e</sup> et début du XX<sup>e</sup>, l'Afrique colonisée des premières décennies du XX<sup>e</sup> siècle à la lumière peu éclairante des notions classiques et néoclassiques du Marché, examinons maintenant la pertinence de la notion walrasienne de marché au prisme des réalités des marchés populaires en Afrique subsaharienne, et ce à partir d'études de terrain contemporaines.

## 9. Question de définition : Marché walrasien versus marchés populaires

- 24 Arrivé à l'économie politique en provenance de ses études inachevées d'ingénieur, Léon Walras va conceptualiser le Marché avec des outils mathématiques. Il se pose la question de savoir ce que pourrait être un Marché parfait et compte y répondre par l'entremise du raisonnement hypothético-déductif popularisé par David Ricardo. Si Adam Smith promeut une circulation quantitative des biens et des services qui entraîne la richesse des nations via une hausse de la productivité en corrélation positive avec celle des échanges et de la division du travail, le Marché walrasien promeut une circulation pure et parfaite, c'est-à-dire qualitative. Celle-ci fait du Marché walrasien un objet de pure rationalité formelle.
- 25 En effet, les cinq hypothèses du Marché walrasien sont la libre entrée et la libre sortie des facteurs de production, l'information libre et parfaite, l'atomicité, le prix unique et les produits homogènes.
- 26 La concurrence pure et parfaite, moteur du Marché walrasien, est la clé de l'efficience économique, car elle entraîne la meilleure allocation possible des facteurs de

production. C'est sur cette optimalité dans l'allocation des ressources rares qu'a mise la DAS comme politique de développement en AS dès 1980. Le développement pur et parfait devait être atteint une fois qu'on rendait les circulations pures et parfaites en mettant de côté les interférences de l'État subsaharien.

- 27 Le Marché idéal typique walrasien ne s'est pas seulement imposé dans l'approche des marchés en AS. Il y a aussi entraîné l'effacement des sociétés subsahariennes desquelles la rationalité formelle fait peu de cas. Il faut, pour le comprendre en profondeur, savoir que la conception walrasienne du Marché se situe dans le sillage intellectuel de la révolution marginaliste. Celle-ci, dans une scientificité encore plus poussée de l'économie politique, va faire disparaître de l'analyse économique les Hommes d'os et de chair. Ils sont remplacés par l'Homme économique, un être fictif valable en tout temps et en tout lieu. Dans la même logique, les classes sociales sont remplacées par les facteurs de production capital et travail à rémunérer.
- 28 Le contraste est de ce fait très grand lorsqu'on s'intéresse aux marchés populaires subsahariens. Parler de ceux-ci, c'est aussi parler de la ville africaine. Celle-ci, à l'instar du marché populaire, est d'abord un phénomène de foule (*crowd*) comme le montrent aussi les travaux de l'historien Edward Thompson (1991) dans ce qu'il appelle « l'économie morale de la foule ». On rencontre partout des hommes et des femmes qui proposent des marchandises, des services de cambisme, marchandent, vendent et achètent des choses en toute convivialité. Les marchés populaires camerounais sont d'abord des marchés sociologiques qui non seulement sont démographiquement dominants, mais contiennent aussi une dimension économique qui fait de nombreuses villes africaines (Yaoundé, Douala, Kinshasa, Ouagadougou...), par bien de leurs aspects, de vastes espaces d'achats, de vente et de négociations y afférentes. La foule comme caractéristique majeure des marchés populaires de Yaoundé et de Douala ne va pas sans proximité géographique et sans proximité sociale à travers lesquelles se reproduisent de façons robustes, et cela en plein air, la dimension économique de la culture populaire (Hoggart, 1971 ; Varagnac et Chollot-Varagnac, 1978 ; Muchembled, 1978 ; Levine, 2011). Ce sont des marchés qui parlent des langages codifiés auxquels il faut être initié. Ils dégagent des odeurs suivant les secteurs (produits alimentaires, produits vivriers, habits, produits ménagers...), les saisons agricoles (fruits divers) et peuvent être d'un tempérament explosif, calme ou violent suivant les événements et les heures de la journée. Dans un désordre ordonné qu'un Occidental qualifierait de pagaille (Balandier, 1988), les marchés populaires de Yaoundé et de Douala sont dynamiques dans l'espace et dans le temps, étant donné qu'ils changent d'emplacement suivant les heures de la journée. Les *Bayam-Sellam*, acheteurs et revendeurs des denrées alimentaires auxquels nous nous sommes intéressés diversifient en fait leurs activités commerciales en délocalisant, comme elles le disent, leur marché dans les zones d'affluence de ces deux villes. Délocalisation du marché suivie d'un changement des produits vendus aux populations, car les demandes changent suivant les heures de la journée et les occupations du temps qu'il fait (Ngo Nyemb, 2017). Les *Bayam-Sellam* considèrent que largement dépendants du temps et de l'espace, les marchés peuvent naître, « s'endialer », c'est-à-dire atteindre leur rythme de croisière, s'essouffler et disparaître. Exposée à la menace de la vieillesse du temps et de l'espace, leur délocalisation permet de les revivifier fréquemment afin de réactualiser le temps et l'espace dont la nouveauté donne son énergie aux marchés populaires de Yaoundé et de Douala.

- 29 En outre, dans une société camerounaise marquée par une élite urbaine largement occidentalisée jusque dans ses habitudes de consommation, les marchés populaires de Yaoundé et de Douala ne sont pas seulement une reproduction contemporaine des marchés traditionnels locaux et régionaux de l'Afrique ancienne mis sous étiquette par le proto-commerce triangulaire, le commerce triangulaire et le colonialisme. Ils sont aussi des rapports sociaux autant que leurs manifestations. D'où une continuité de la spécificité du « mode de production africain » malgré l'usage de monnaies modernes, de la sociabilité moderne et de la naissance des activités d'import/export.
- 30 Ces marchés populaires restent en effet des endroits où se vendent des produits locaux (artisanat, médecine traditionnelle, moutons, canards, viande de bœuf, viande sauvage, pharmacopée traditionnelle...) notamment des denrées alimentaires, des produits manufacturés de moins bonne qualité que ceux que l'on trouve dans les supermarchés des centres urbains. La dominance des denrées alimentaires entraîne que ces marchés populaires de Yaoundé et de Douala aient un rapport ville/campagne fort et épais même s'ils ont aussi une dimension internationale lorsqu'on prend en compte les rapports entre certains *Bayam-Sellam* des marchés populaires de Yaoundé et de Douala, et les marchés Château Rouge à Paris, Matongué et du Midi à Bruxelles. D'où le paradoxe lorsqu'on parcourt la littérature économique dominante de découvrir que celle-ci en fait des entités analysées sous le prisme de l'économie informelle, du manque/de la carence (*lack of motivation, lack of investment, lack of interest, lack of innovation...*) et du retard en matière de développement économique. Il nous a donc fallu éviter le populisme développementaliste qui en fait les vecteurs par excellence du bon développement de l'Afrique et le misérabilisme développementaliste suivant lequel ce sont des échecs patentés du développement économique de l'Afrique (Grignon et Passeron, 1989). Il apparaît donc que l'identification des marchés populaires camerounais sur base des normes concrètes de l'économie populaire à partir de laquelle ils sont mis en exergue, ne fait pas seulement du Marché walrasien une *fake news* (contrefaçon) en AS, mais aussi un antonyme à un développement réel que l'on peut concevoir comme un processus qui a pour objectif la reproduction durable de l'autonomie sociale (aspect individuel) et sociétale (aspect collectif) d'un milieu de vie donné via la mobilisation interdépendante, dynamique et transformatrice de tous ses facteurs démographiques, humains, environnementaux, culturels, institutionnels, économiques, politiques, imaginaires et mythologiques sachant que, dans l'histoire longue, s'y affrontent acteurs dominants pour qui les territoires sont des gisements de ressources matérielles et humaines à incorporer dans la sphère de l'accumulation du capital, et les acteurs plus ou moins dominés ou autonomes pour qui les territoires sont avant tout des lieux de vie où se jouent les conditions de la reproduction de la vie sociale et de son environnement naturel et matériel (Braudel, 1979 ; Peemans, 2011, Ngo-Nyemb, 2017 ; Amougou, 2018).

## 10. Marchés populaires et rationalités des *Bayam-Sellam*

- 31 *Bayam-Sellam* est un anglicisme du *Pidgin*, un anglais populaire du Cameroun parlé par tout le peuple camerounais. Il vient de l'expression *buy and sell* transformée par le Camerounais de la rue en *Bayam-Sellam* pour désigner à la fois l'activité d'achat/revente et la personne spécialiste de cette activité. Le Cameroun comprend une foultitude de

marchés populaires. Notre attention s'est portée sur les *Bayam-Sellam* au sein de deux d'entre eux à savoir le marché populaire de *New-Bell* à Douala et le marché populaire de *Mfoundi* à Yaoundé. Ce choix s'explique par le fait que Douala et Yaoundé sont non seulement les deux plus grandes villes du Cameroun, mais aussi que Douala est la capitale économique très vite au contact des Occidentaux par rapport à Yaoundé la capitale politique du pays. Ce sont aussi deux villes au tempérament opposé. L'une, Douala est plus frondeuse socio-politiquement et considérée comme le siège par excellence de l'économie populaire. L'autre, Yaoundé, est considérée plus élitiste, car hébergeant les institutions politiques dont la Présidence de la république. Nous comptons sur ces différences pour mettre en évidence l'importance du territoire et de ses caractéristiques sur le fonctionnement des marchés populaires et leurs rationalités.

- 32 Deux aspects centraux ont caractérisé l'enquête. Le premier a consisté à chercher quels sont les facteurs de productions dont disposent à la fois les *Bayam-Sellam* et l'activité *Bayam-Sellam* sans omettre de mettre l'accent sur comment se mobilisent ces inputs. Le deuxième avait pour objectif de découvrir tant les résultats obtenus par la mobilisation de ces inputs que la façon dont ces résultats sont obtenus. D'où les caractéristiques ci-dessous des marchés populaires de Yaoundé et de Douala dégagées à partir de l'étude d'un échantillon de 42 *Bayam-Sellam* (Ngo Nyemb, 2017). Les *Bayam-Sellam* qui font et dominent les marchés populaires de *New-Bell* à Douala et du *Mfoundi* à Yaoundé ont principalement comme inputs leurs familles, leurs amis, leurs réseaux de relations urbaines, leurs liens avec les zones rurales, les tontines, les institutions micro-financières, leurs comptoirs, leurs corps, la magie et les activités de diversification horizontale et verticale de leurs produits. Dans la mesure où l'activité d'achat et de revente des denrées alimentaires nécessite très souvent ce que les *Bayam-Sellam* appellent un *lancement*, c'est-à-dire le démarrage de l'activité et un (re) *lancement* ou redémarrage de celle-ci en cas de problèmes passagers suite au premier *lancement*, les inputs suscitées servent à mobiliser un capital monétaire ou non monétaire (marchandises) de *lancement*. Subissant le rationnement du crédit au sein d'un système financier camerounais extraverti et surévaluant le risque des petits clients, les *Bayam-Sellam* ne peuvent compter sur le crédit bancaire (Amougou, 2010). C'est, dans 80 % des cas, le capital social représenté par la famille, les amis et les tontines qui permettent de mobiliser les fonds nécessaires au *lancement*. Quand il s'agit d'un *lancement non monétaire*, c'est-à-dire constitué de marchandises que reçoivent à crédit les *Bayam-Sellam* de grossistes et d'agriculteurs, c'est toujours la qualité de l'historique relationnel qui l'emporte sur la décision finale. En d'autres termes, réputation sociale, confiance interpersonnelle et solidarité sont les signaux qui permettent aux inputs de se déployer pour assurer le *lancement* de l'activité *Bayam-Sellam*. Si le microcrédit complète le crédit tontiné, le comptoir du *Bayam-Sellam* ou son étal constituent son territoire d'encrage par excellence au sein de son « terrain de jeu » qu'est le marché populaire. C'est à partir de là que les *Bayam-Sellam* diversifient, non seulement verticalement leurs offres en exaltant à la criée la fraîcheur de leurs denrées alimentaires, mais aussi horizontalement en optant pour une technique de rangement et d'exposition plus attractive des denrées alimentaires. La magie apparaît comme input uniquement de la bouche des *Bayam-Sellam* qui l'avancent comme facteur explicatif de la réussite extraordinaire de certains de leurs collègues de marché alors que le corps joue un rôle plus diversifié. Il peut devenir le *corps-caisse* dans la mesure où les *Bayam-Sellam*, très souvent des femmes, gardent leur argent noué dans un pagne autour de la taille, dans le soutien-gorge ou dans les chaussettes. C'est ensuite un *corps-encaisseur des intempéries*,



car le marché se fait en plein air en saison sèche et en saison des pluies. Et enfin un *corps-sexe* lorsque les relations sexuelles permettent de débloquer une source de financement monétaire ou non monétaire (Ngo Nyemb, 2017).

- 33 Outre les inputs, nous avons aussi les résultats ou ouputs à travers lesquels nous saisissons la structure des marchés populaires de Yaoundé et de Douala. Près de 70 % du marché des denrées alimentaires est constitué de trois principaux acteurs. Les *Bayam-Sellam* grossistes, les *Bayam-Sellam* semi-grossistes et les *Bayam-Sellam* détaillants. Essentiellement des hommes, les *Bayam-Sellam* grossistes disposent des magasins de stockage. Ils sont généralement des transporteurs-commerçants propriétaires de leur véhicule (camionnette/camion) à bord duquel se fait la vente. Ils résident dans la ville, en zones périurbaines ou dans les zones rurales d'où ils ravitaillent les villes. Ils peuvent louer leurs véhicules, mais s'occupent surtout du contrôle du circuit allant de la collecte des denrées alimentaires en zones rurales à l'approvisionnement des marchés populaires de Yaoundé et de Douala. Ce sont également eux qu'on retrouve au niveau des marchés frontaliers Cameroun/Gabon, Cameroun/RCA et même le circuit international Yaoundé/Douala/Château Rouge Paris. Les *Bayam-Sellam* semi-grossistes achètent chez les grossistes et font écran entre grossistes et marchés populaires de Yaoundé et de Douala qu'ils ravitaillent. Ils sont donc souvent en concurrence avec les grossistes. Les *Bayam-Sellam* détaillantes, majoritairement des femmes, sont dominantes en nombre. Elles se ravitaillent auprès des grossistes et des semi-grossistes. Les marchés populaires de Yaoundé et de Douala génèrent aussi d'autres métiers connexes. Ce sont les petits colporteurs qui se rendent à pied dans des marchés d'accès difficile pour acheter à bas prix des denrées rares qu'ils revendent avec une modique marge aux grossistes. Les collecteurs ruraux et les pisteurs qui informent sur la disponibilité des stocks et de leur qualité. Puis les acheteurs-groupeurs qui parcourent plusieurs petits marchés ruraux pour acheter des denrées alimentaires à revendre aux grossistes et semi-grossistes. Enfin, veilleurs de nuit et aides-vendeurs complètent la panoplie des métiers de marchés issus de l'activité des marchés populaires de Yaoundé et de Douala. Comme déjà signalés, ces marchés populaires ont une dynamique spatiale et temporelle qui entraîne qu'ils se confondent par moment aux trottoirs urbains de telle façon qu'espace marchand et espace public urbain font un. Dans ce cas, la mobilité imparfaite des usagers assure de la demande aux marchés populaires en recherche d'une affluence sachant qu'on peut marchander et acheter depuis sa voiture immobilisée.
- 34 Il va sans dire, compte tenu de ce qui précède, que les marchés populaires de Yaoundé et de Douala sont loin d'être walrasiens. L'enquête de terrain que nous avons menée montre plus de complexité. Il y a bien entendu des motivations utilitaristes chez tous les acteurs mis en exergue étant donné qu'ils veulent tous gagner de l'argent dans leur activité de *Bayam-Sellam*. Cette seule motivation utilitariste ne peut pas permettre d'aller loin dans la compréhension d'autres aspects majeurs de ces marchés populaires. Le paradigme systèmes et structures permet de savoir pourquoi les *Bayam-Sellam* détaillantes sont plus des femmes quand les grossistes sont plus des hommes. Cela relève à la fois de la structure patriarcale de la culture subsaharienne et du fait que le système colonial a confiné les femmes à ce rôle pour approvisionner les hommes mobilisés au travail forcé. Mais les systèmes et les structures n'expliquent pas non plus comment les *Bayam-Sellam* grossistes, détaillantes et semi-grossistes arrivent à coopérer sans nécessairement se connaître. À ce niveau, ce sont des conventions au sens de régularités comportementales socialement sanctionnées qui jouent. La réputation sociale est publique et se sait au sein du marché. C'est elle qui donne lieu à

une confiance interpersonnelle qui, elle-même, met en branle le capital social. Tout ceci a tout de même besoin de formes institutionnelles de base pour fonctionner. C'est le rôle joué par la monnaie (ici le FCFA), par une forme de concurrence entre supermarchés et marchés populaires, détaillantes puis grossistes et semi-grossistes. Le mode d'intégration internationale du Cameroun par les produits de rentes explique le rôle moteur des agriculteurs-commerçants quand la mise en retrait de l'État par la DAS éclaire pourquoi les marchés populaires deviennent les lieux dominant de l'auto-emploi des populations dans un contexte de déficit de développement réel. Les marchés populaires de Yaoundé et de Douala sont donc des marchés où la rationalité formelle du paradigme utilitariste (Smith) cohabite, tant avec la rationalité limitée du paradigme systèmes et structures (Braudel & Wallerstein, Mintzberg, Crozier & Friedberg) qu'avec la rationalité substantielle du paradigme régulation et convention (Boyer & Orléan). Dès lors, les indicateurs comme le PIB tirés, non des marchés camerounais réels, mais du Marché conceptualisé par l'économie politique occidentale, sont incapables de capter et de rendre compte du développement réel. Les marchés populaires de Yaoundé et de Douala montrent effectivement que ce qui améliore concrètement les conditions de vie de la majeure partie de la population camerounaise a une dimension territoriale, une dimension genrée et une dimension non-métrique que ne peut saisir le PIB.

## 11. « Asso », figure prépondérante des marchés populaires de Yaoundé et de Douala

- 35 Le Marché walrasien découle de la révolution marginaliste qui, comme nous l'avons signalé, opère une lévitation conceptuelle et méthodique qui détache le Marché des Hommes réels et des territoires de vie pour en faire un personnage logique, conceptuel et désincarné. Il en découle un vidage humain, social et politique parce que le Marché walrasien est isolé et séparé des relations sociales, politiques et juridiques qui lui donnent sa substance. Il est pourtant très difficile de perfectionner notre compréhension des marchés populaires subsahariens si nous n'utilisons pas comme ressource analytique et cognitive le fait qu'en AS les individus sont métaphysiquement liés dans le cadre d'une lignée et que cela implique une solidarité comme base de l'organisation sociale et économique de la société africaine (Helderlé, 1972).
- 36 En d'autres termes, « l'ensemblisme », culture de faire les choses ensemble, est au cœur de l'Homo africanus qui, en tant qu'*homo faber*, est un fabricant de pratiques sociales et solidaires concrètes de marché via une économie ensembliste (Sennett, 2014). « L'ensemblisme » implique automatiquement de la solidarité dont deux modalités d'expression sont la communauté et l'association. Modalités omniprésentes dans l'histoire économique de l'Afrique ancienne, évincée ensuite par la colonisation puis par le conflit État/marché au sein de la DAS, mais retrouvées en pleine vitalité dans les marchés populaires de Yaoundé et de Douala.
- 37 En effet, le terme « Asso » est un diminutif camerounais du mot association et des liens qui se tissent entre ceux qui sont en association. « Asso » a donc ici le sens d'associés, de complice, de camarade et de compagnon associatif. C'est une figure qui, dans nos analyses, s'est dégagée comme figure dominante et centrale dans le fonctionnement des marchés populaires et leur activité. Travaillant autant individuellement qu'en association de fait, le terme de ralliement entre *Bayam-Sellam* est « Asso ». Il peut être tour à tour une technique d'abordage, de signalisation et d'interpellation dans une

vente à la criée, un nom commun ou l'indice désignationnel de tout client du marché de façon à rappeler un lien ancien de fidélité vendeur/acheteur ou à en créer un nouveau. Lorsqu'il s'agit d'un client avec lequel le *Bayam-Sellam* a des liens de confiance de longue date, « Asso » désigne le client fidèle à son vendeur habituel. C'est un gage de crédibilité entre débiteurs et créanciers qu'il s'agisse de transactions monétaires ou en nature. « Asso » est ainsi une figure de la comptabilité sociale entre les *Bayam-Sellam*. L'évocation de ce terme traduit un historique relationnel autant que sa comptabilité dans l'esprit de ceux qui l'utilisent entre eux. Comptabilité sociale qui implique automatiquement des droits et des devoirs entre « Asso ». Dès lors, être efficace dans son activité n'implique pas seulement que les *Bayam-Sellam* soient rationnels au sens utilitariste de ce terme, mais aussi, et surtout qu'ils soient capables de construire des réseaux d'« Asso » à toutes les étapes du circuit de leur activité (transport, marchandise, financement, microcrédit, agent de recouvrement de taxe, etc.) afin d'encadrer leur commerce dans un réseau social qui le sécurise. « Asso » est donc un lien social, une solidarité en action marquée de confiance, de réciprocité et de couverture réciproques par rapport aux risques. Il est la marque des pratiques de marché socialement encadrées dans des liens sociaux où la rationalité substantielle n'est pas évacuée par la rationalité formelle, mais l'encadre en lui donnant un sens (Ngo Nyemb, 2017).

- 38 Suivant l'approche classique d'un Marché dit autorégulateur, le commissaire-priseur est celui qui assure la circulation de l'information et permet la coordination des offres et des demandes. Les marchés populaires de Yaoundé et de Douala invalident ce Marché autorégulateur et le récusent. Alors que le commissaire-priseur est un acteur fictif imaginé par Léon Walras pour rendre fonctionnel son Marché de concurrence pure et parfaite, l'« Asso » est un homme ou une femme qui met en relation les associations que sont les tontines et les réseaux de *Bayam-Sellam* détaillants, grossistes et semi-grossistes. Les pratiques des *Bayam-Sellam* peuvent donc s'entendre comme des associations, c'est-à-dire des groupements d'acteurs « *inscrits dans les actions collectives mues par l'élan vers l'égalité et dans l'imaginaire d'un autogouvernement des associés* » (Laville et Cattani, 2006).
- 39 « L'ensemblisme » qui se dégage ainsi comme le cœur névralgique des marchés populaires a pour modalité expressive dominante l'associationnisme s'incarnant par les figures ci-dessous :
- L'« Asso » comme moyen symbolique de fidélisation ou de rappel de celle-ci entre vendeurs et acheteurs.
  - L'« Asso » comme ami, amant ou mari pour signifier un individu avec lequel on a des liens associatifs en plus de l'amour ou de l'amitié.
  - L'« Asso » comme client et informateur (collecte et diffusion des informations), confident (confiance) et commissaire-priseur, c'est-à-dire le collecteur des offres et des demandes réelles en concurrence dans les marchés.
  - L'« Asso » comme membre de la tontine, association rotative d'épargne et de crédit où des associés organisent un accès équitable au crédit via des cotisations elles-mêmes équitables. La tontine est un ensemble d'« Asso » qui produisent eux-mêmes leurs normes de régulation et se font réciproquement confiance dans l'accès au crédit suivant des modalités qui assurent une régulation sociale du risque de défaut. En d'autres termes, ce n'est pas une confiance exogène (richesse financière ou matérielle) qui donne le statut d'« Asso » pouvant intégrer la tontine, mais une confiance endogène, c'est-à-dire basée sur la réputation

sociale. Cette dernière est donc un facteur de sécurisation financière et de construction de l'autonomie des *Bayam-Sellam*.

- Le marché populaire n'est pas qu'un simple espace marchand servant de terrain d'expression à la tontine et à l'« Asso ». Il est surtout le lieu d'une économie substantive dynamique en ce sens qu'il est non seulement soutenu par le réseau social des « Asso » du marché et de la tontine, mais aussi les « Asso » de la maison (famille camerounaise élargie). Ceux des *Bayam-Sellam* qui réussissent le mieux les opérations de *lancement* et de (*re*) *lancement* de leurs activités commerciales sont ceux qui ont un réseau performant d'« Asso ».
- 40 Via cette remobilisation de l'association, les marchés populaires de Yaoundé et de Douala montrent non seulement que le développement a d'autres ressources que « le tout au marché » et « le tout à l'État », mais aussi que l'association est le lieu où économie, politique et sociabilité entrent en résonance de façon symbiotique. L'« Asso » semble ainsi être l'acteur clé d'un libéralisme social, solidaire et communautaire, car les marchés populaires regroupent à la fois concurrence, coopération et solidarité. Ce sont des marchés où l'« Asso » est une preuve que l'Homme n'a pas seulement les caractéristiques négatives (égoïsme, violence, resquille, sélection adverse, hasard moral) que lui donne l'anthropologie sous-jacente à l'économie politique occidentale du Marché conceptualisé, mais aussi des capacités de coopération, de solidarité et donc d'action collective. La déclaration de Pierrette, *Bayam-Sellam* détaillante au marché *New-Bell* de Douala, montre combien la solidarité économique de la famille élargie a de profondes racines dans l'âme africaine et rien à voir avec la famille utilitariste à la Gary Becker. Elle a permis à son mari au chômage de retrouver une activité rémunératrice :

« Il a fait sept mois sans trouver un job. C'est moi qui lui donnais l'argent de poche pour aller chercher un job. Et pendant ce temps, je nourrissais les enfants, payais leur scolarité avec mon commerce. Un jour, il m'a demandé de le dépanner<sup>4</sup> pour ouvrir un call box qu'il allait gérer. Quand il a trouvé un emplacement pour son call box, je lui ai donné 150 000 FCFA sur mes cotisations afin qu'il se lance dans son affaire. Aujourd'hui, il apporte minimum 2 500 FCFA chaque jour à la maison. Cela nous aide beaucoup. »

## 12. Quelles peuvent-être, en nous inspirant de Karl Polanyi, de Fernand Braudel et de François Regis Mahieu, une meilleure approche et une intelligibilité des marchés populaires africains et du type de développement qu'ils portent ?

- 41 Comme signalé plus haut, l'économie ensembliste au cœur des marchés populaires de Yaoundé et de Douala a l'association au centre de son fonctionnement. Cette partie a pour objectif d'approfondir davantage cette caractéristique des marchés populaires de façon à poursuivre la compréhension de leur nature. Nous le faisons via l'analyse de la tontine, association rotative d'épargne et de crédit qui assure majoritairement le financement des activités des *Bayam-Sellam*. C'est une façon de mettre en exergue les organisations et les institutions non purement économiques qui font les marchés populaires et en garantissent l'existence.

## 13. Encastrement

- 42 Seconde nature des *Bayam-Sellam*, la tontine est dans le marché et le marché est dans la tontine. Fréquenter les marchés populaires de Yaoundé et de Douala permet de constater que la tontine a son temps dans le marché et le marché le sien dans la tontine. Sans que cela ne demande l'interruption des transactions marchandes, des hommes ou des femmes désignées par les tontines passent auprès des revendeurs et revendeuses de denrées alimentaires afin de collecter l'épargne associative : c'est la tontine dans le marché. Mais le marché se retrouve aussi dans la tontine quand les *Bayam-Sellam* demandent aux collecteurs/collectrices d'épargne de repasser plus tard parce qu'ils (elles) n'ont pas encore une recette leur permettant d'assurer la cotisation associative. C'est aussi le cas lorsque ceux qui assurent ce rôle de collecteurs/collectrices d'épargne associative en profitent eux-mêmes pour faire leur marché auprès des membres de la tontine et discuter de celle-ci. On assiste aussi à des transferts de dettes et de créances entre *Bayam-Sellam*, non seulement dans leurs transactions au sein du marché, mais aussi entre épargne et crédit au sein de la tontine. En d'autres termes, la transmission d'informations, la transformation des échéances et des risques sont réglées à travers la cointégration du marché et de la tontine comme organisation financière associative. Il en résulte, comme le montre Marcel Fafchamps (2004) dans *Market Institutions in Sub-saharan Africa*, que les relations sociales, la confiance et la réputation sociale sont des constructions sociales qui servent d'institutions clés aux marchés populaires subsahariens. D'où l'importance en leur sein de ce que Karl Polanyi appelle « modes d'intégrations » au sens de modalités de financement, de production, de consommation et de circulation qui permettent de stabiliser une économie réelle et non conceptualisée. La tontine camerounaise est en effet un lieu par excellence de la réciprocité (tous les membres se soutiennent socialement via une caisse secours et se financent les uns les autres via une épargne associative qui donne accès à un crédit équitable), de la centralisation (toutes les épargnes individuelles sont concentrées dans l'association) et de la redistribution (la tontine comme centre redistribue le crédit à tous ses membres). La dimension utilitariste de la tontine et des marchés populaires ne prend, de ce fait, jamais le dessus sur les conditions d'encastrement (Le Velly, 2012). L'économie ensembliste ne se présente donc pas seulement comme la co-intégration des modes d'intégration polanyiens, mais aussi comme la prégnance de l'action collective via une dynamique associative qui fait de la solidarité un facteur de production de l'économie et de la sociabilité. Les transactions économiques des marchés populaires ne font pas moins d'eux des territoires où les funérailles, la religion, l'habillement, la maladie, la médecine traditionnelle, le mariage, la sexualité, le concubinage, la sorcellerie, l'alcoolisme, l'adultère, le chômage, la famille et bien d'autres aspects de la vie populaire se discutent, entrent en tensions, se construisent ou se déconstruisent.

## 14. Périodisation temporelle, spatiale et sociologique

- 43 Comprendre la dimension temporelle, spatiale et sociale des marchés populaires de Yaoundé et de Douala se renforce avec la maîtrise de leur périodisation. Cela est possible en en faisant une lecture néobraudélienne, c'est-à-dire sous forme d'une

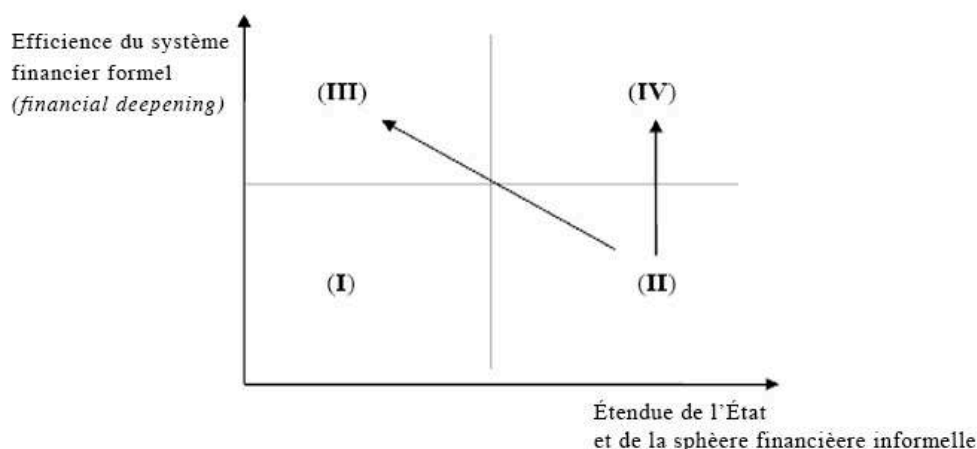
structure étagée ou périodique à la fois sur le plan temporel, spatial et social (Braudel, 1979).

- 44 Le rez-de-chaussée est constitué des marchés populaires ruraux. C'est le domaine des paysans et des villages camerounais producteurs de denrées alimentaires qu'achètent et vendent à Douala et à Yaoundé les *Bayam-Sellam* détaillantes, semi-grossistes et grossistes. C'est le modèle de développement paysan issu du temps long (Peemans, 2011) qui détermine le rythme des marchés populaires ruraux même si les conjonctures (saisons vives et saisons mortes, conditions climatiques...) jouent aussi leur rôle sur les événements (temps court) des marchés en ayant un impact sur la disponibilité des produits vivriers et la détermination de leurs prix. Même s'il y a une différence à établir entre les paysans capables de dégager un surplus pour la vente et ceux qui produisent uniquement pour l'autoconsommation, c'est l'horizontalité des niveaux de vie et du style de vie qui prédominent à ce niveau. La tontine y est fondamentale tant pour son rôle de centralisation, de réciprocité et de redistribution de l'épargne associative, mais aussi, et surtout par les tontines de travail qui permettent aux paysans de mutualiser leur force de travail afin de renforcer la productivité de la terre. On observe de nos jours une diversification de l'activité en zones rurales camerounaises. Certains paysans gardent la terre, continuent l'agriculture, mais mènent conjointement à la finance associative et la tontine de travail, des activités de petit commerce et de transport en mototaxi voir en taxi de brousse villes/campagnes.
- 45 Le premier étage correspond aux rapports économiques villes/campagnes omniprésents dans les marchés populaires de Yaoundé et de Douala. Ce sont les paysanneries camerounaises (acteurs du bas d'après Braudel) qui servent ici de greniers aux villes camerounaises et subsahariennes. Il est à noter que les programmes internationaux de révolution verte et le capitalisme agraire n'ont jamais réussi à nourrir les villes subsahariennes comme le font les villages et les paysanneries africaines grâce à la polyculture traditionnelle (Amougou, 2010). L'espace urbain qui héberge ces deux marchés populaires ne se caractérise pas seulement par le temps conjoncturel (expansion, récession ou crise économique) et le temps court des transactions quotidiennes entre vendeurs et acheteurs, mais aussi par le fait que les rythmes de travail, de production et de récoltes plus cycliques des paysans s'y répercutent. À l'horizontalité sociologique entre la majeure partie des acteurs des marchés populaires, s'ajoute une verticalité des rapports entre les masses populaires et l'élite camerounaise. C'est en effet dans ce premier étage que certaines conséquences de la modernisation comme la différenciation sociale, l'accumulation individuelle et la centralisation de la régulation par l'État se font de plus en plus sentir sans pour autant faire disparaître les dimensions culturelle et communautaire des pratiques marchandes (Mahieu, 1990). C'est également l'étage à la fois de l'apparition des classifications formelle/informelle qui n'existent pas en zone rurale, et d'un dualisme financier où les banques spécialisées dans le financement des activités économiques modernes cohabitent avec les tontines qui, grâce au crédit associatif et aux prêts intrafamiliaux, financent près de 75 % des PME camerounaises (Amougou, 2010). En conséquence l'imposition de l'ouverture des marchés financiers au Cameroun par l'ajustement structurel n'a pas beaucoup d'importance dans ce pays où les mesures de libéralisation financière reviennent à réprimer les pratiques financières associatives dites informelles par le modèle de développement dominant. Les *Bayam-Sellam* sont cependant plus flexibles qu'on ne le pense, car leurs tontines ont des comptes bancaires

pouvant bénéficier de découverts à travers lesquels le système monétaire et financier officiel finance indirectement les marchés populaires de Yaoundé et de Douala.

- 46 Le deuxième étage est constitué des relations économiques internationales. Il est généralement pensé comme constitutif du Marché global et composé exclusivement de l'import/export des États et des grandes entreprises capitalistes. L'analyse des marchés populaires de Yaoundé et de Douala met en évidence une dimension internationale. D'un côté des liens commerciaux entre certains *Bayam-Sellam* grossistes et les marchés frontaliers Cameroun/Gabon, Cameroun/Nigéria et Cameroun/Guinée Équatoriale existent (Ngo Nyemb, 2017). De l'autre, certains *Bayam-Sellam* grossistes approvisionnent des vendeurs dans les marchés Château Rouge de Paris puis Matongué et Clémenceau de Bruxelles. La répétition des échanges, de la collaboration et des transactions réussies installe un climat de confiance entre les acteurs de cette dimension internationale des marchés populaires de Yaoundé et de Douala. L'usage des transferts monétaires internationaux pour satisfaire à la rapidité exigée des transactions n'entraîne pas la disparition de la tontine africaine qu'on retrouve à Paris, à Bruxelles et d'autres villes européennes.
- 47 Cette lecture inspirée des travaux de Fernand Braudel permet en outre une meilleure compréhension des marchés populaires. On s'aperçoit qu'un marché ne se lit pas uniquement de façon fonctionnelle comme le font les conceptions smithienne, hayékienne et walrasienne, mais aussi de façon périodique sur le plan temporel, territorial et sociologique. C'est une lecture qui montre qu'il existe des circulations d'Hommes, de biens et de services puis monétaires tant au sein des villages et des villes camerounaises (circulations intra-étages), qu'entre les villages camerounais, les villes camerounaises et d'autres villes africaines et européennes (circulations inter-étages). De là le fait que les paysanneries camerounaises sont fondamentales dans l'approvisionnement des marchés populaires urbains et leurs relais internationaux. Si nous prenons l'exemple des marchés financiers, il apparaît une confusion dans le modèle dominant entre un système financier libéralisé et un système financier de développement. Le premier est un système financier moderne au service d'une économie de marché quand le second a pour rôle de fournir simultanément un menu d'institutions financières et de produits financiers aux acteurs des trois niveaux de l'économie camerounaise. Cela ne peut se faire uniquement via une libéralisation financière qui promeut les marchés financiers et réprime les tontines africaines, mais en exploitant aussi la finance associative et les liens que les acteurs des marchés populaires tissent eux-mêmes déjà de façon effective entre tontines et banques commerciales (Amougou, 2010). Contrairement au *financial deepening* favorable uniquement à l'acteur économique individualiste, le dualisme financier camerounais offre aux pays une possibilité d'un développement financier préservant à la fois les mécanismes de sécurisation collective dans sa sphère financière associative dite informelle, et les mécanismes de soutien aux pratiques des acteurs capitalistes dans sa sphère dite formelle. Considérons le graphique ci-après (Amougou, 2010).





- 48 L'axe des abscisses traduit la répression financière parce que l'étendue de l'État est positivement corrélée à celle de la sphère financière informelle. L'axe des ordonnées représente le *financial deepening* supposé négativement corrélé à l'étendue de l'État et à celle de la sphère financière informelle. L'analyse de Mac Kinnon et Shaw place les systèmes financiers subsahariens au quadrant (II) où l'État est aussi étendu que le système financier informel alors que l'efficacité du système financier formel est faible<sup>5</sup>. Augmenter l'efficacité du système financier formel passe par une politique dont la stratégie gagnante en matière de développement consiste à passer du quadrant (II) [État étendu, large système financier informel, faible approfondissement financier], au quadrant (III) [faible intervention de l'État, faible étendue du système financier informel, grand approfondissement financier]. Or, le quadrant (IV) donnant la même efficacité au système financier formel que le quadrant (III), il est possible qu'un État africain interventionniste puisse à la fois mettre en place le *financial deepening* et garder aussi une sphère financière informelle développée en optant pour une politique qui oriente ses ordres financiers du quadrant (II) au quadrant (IV). Cette trajectoire montre qu'il n'y a pas d'incompatibilité entre un État interventionniste, un large système financier associatif efficient et l'approfondissement financier. Cette voie semble plus indiquée aux États subsahariens qui, compte tenu de leur jeunesse, doivent encore se construire tout en organisant leurs systèmes financiers progressivement par rapport aux problèmes de leurs populations majoritairement démunies. Notre argumentation s'inscrit en faux par rapport à cette logique qu'à la libéralisation financière de prendre en captivité les autres formes d'organisations financières qui existent et sont utiles au développement réel. Elle montre que même les institutions financières sont des constructions sociales soumises à la contingence historique comme toutes les autres. On ne peut les analyser correctement en les soustrayant de leur contexte culturel, social et historique sous prétexte de produire des connaissances qui vaudraient universellement et se présenteraient comme des vérités transcendant la période transitoire dans laquelle se trouve obligatoirement le système financier de tout pays en développement. Elles sont loin d'être les solutions uniques à des problèmes de développement. Les institutions financières actuelles du Cameroun représentent juste, à un moment historique donné, la traduction symbolique et fonctionnelle de la rationalité positive (au sens de droit positif) de la société considérée. C'est-à-dire, le degré de compréhension auquel cette société est parvenue concernant la logique de son propre fonctionnement et sa reproduction durable comme entité sociale autonome. Il

est donc impossible de comprendre, comme cherche à le faire la théorie de la libéralisation financière, les liens entre les institutions financières formelles et informelles camerounaises et son développement, sans mettre en évidence les processus historiques dont elles résultent, et qui restituent toute son épaisseur historique et sa cohérence au dualisme financier camerounais.

## 15. L'économie déontique : les particularités du comportement économique africain

- 49 Dans son ouvrage *les fondements de la crise économique en Afrique*, François Régis Mahieu (1990) fait une analyse d'une importance capitale et toujours d'actualité. D'un côté, il fait le constant que l'anthropologie utilise les particularités du comportement économique africain pour fustiger le modèle universalisant du Marché. De l'autre, la DAS conçoit et impose des modèles de développement à l'AS sans tenir compte des particularités du comportement économique africain. Ce que tente de faire François Régis Mahieu est de trouver une congruence compréhensive entre l'anthropologie et la théorie économique standard à travers une anthropologie économique pouvant permettre à la théorie économique standard de mettre en évidence les particularités du comportement économique africain au lieu de les effacer comme cela est généralement le cas. D'où l'importance de son travail car l'économie ensembliste africaine coexiste de nos jours avec les formes et les pratiques installées en AS par la culture économique occidentale. Ayant travaillé dix ans en Côte d'Ivoire, l'auteur considère ce pays comme pouvant servir de modèle à l'AS comme l'Angleterre l'a été pour l'Europe dans les travaux de Smith, de Ricardo et de Marx. Nos travaux sur les marchés populaires ne peuvent donc souffrir d'une extrapolation abusive sur l'AS, car le Cameroun est considéré comme une Afrique en miniature.
- 50 Les particularités du comportement économique africain dont parle Mahieu se situent à deux niveaux : le niveau microéconomique de la relation de l'individu avec la communauté, le niveau macroéconomique des relations entre l'État et ces mêmes communautés. Il en résulte une juxtaposition de culture communautaire et de culture individualiste. L'Afrique noire, ainsi que l'écrit Mahieu,
- « connaît un système particulier de redistribution communautaire (...) L'impossibilité de s'en échapper est manifeste sauf à braver un univers incertain de sanctions. Cette force répressive compose les principaux traits de cette Afrique (...) Ainsi, la survie dépend dans la société africaine, non seulement des droits individuels et de la carte d'échanges correspondants, mais surtout des droits communautaires qui sont conditionnés par des obligations vis-à-vis de cette même communauté ».
- 51 Il y a donc en AS une économie ensembliste et déontique qui, en dehors de cette dimension communautaire, met en évidence une forme d'*État-tontine* (Amougou, 2010) lié au fait que les transferts vers lui dépendent du rapport revenu urbain/revenu rural et qu'il redistribue sa parafiscalité à l'élite fonctionnaire majoritairement sous forme de salaires. Élités urbaines et diasporiques qui, elles-mêmes, doivent s'acquitter de leurs obligations communautaires. Il s'ensuit un ensemble de conséquences par rapport aux marchés populaires de Yaoundé et de Douala. La contrainte communautaire (transferts d'argent à travers les funérailles, le tutorat/l'hébergement, les cotisations associatives...) et la contrainte étatique (exploitation du rapport de force ville/campagne) doivent être intégrées comme une forme de taxe dans le calcul de la

contrainte budgétaire de l'agent économique africain opérant dans ces marchés en veillant à ne pas omettre le fait que des droits de tirage économiques et sociaux en découlent sous forme d'assurance sous les traits d'une communauté-providence en l'absence d'un État-providence. L'économie ensembliste et déontique montre de ce fait que les marchés populaires africains sont traversés d'un ensemble de flux et de reflux de revenus entre l'État-tontine, les individus et les communautés. La DAS a ainsi exacerbé la crise économique en AS dès 1980 parce qu'elle n'a pas pris en compte cette économie ensembliste et déontique à laquelle ne peut répondre de façon satisfaisante une théorie économique occidentale basée sur le marché autorégulateur et l'agent économique individualiste. Par contre, l'économie ensembliste et son système communautaire de droits et d'obligations ont longtemps permis à l'AS de traverser les cycles économiques en assurant une sécurité minimale grâce à la redistribution communautaire. La DAS a renforcé la crise en AS en mettant le Marché walrasien au centre des politiques de développement alors que l'économie ensembliste et déontique subsaharienne convoque une économie politique des marchés populaires africains afin de ne pas rompre l'équilibre communautaire qui assure un optimum de redistribution aux côtés d'un équilibre macroéconomique que cherche l'économie moderne suivant les principes de l'économie politique occidentale (Mahieu, 1990).

## 16. Conclusion

- 52 « L'ensemblistisme » comme culture africaine séculaire « du faire les choses ensemble » et l'économie ensembliste et déontique comme forme économique qui en découle, ne peuvent donner des marchés identiques à celui conceptualisé par l'économie politique occidentale. Le croire revient à verser dans un scientisme qui consiste à nier le caractère culturellement situé des pratiques économiques occidentales. Scientisme ici au sens « d'une image de la science nourrissant une volonté de puissance qui, sous les traits d'un héroïsme de la raison, procède d'une occidentalisation du monde s'achevant sous nos yeux malgré tous les conflits et contestations qu'elle suscite » (Charrier, 2005 : 5). L'appliquer sans tenir compte des histoires, cultures et des identités subsahariennes relève de la domination culturelle de l'Occident sur l'Afrique noire à travers des politiques de développement qui considèrent formel tout ce qui est occidental et informel tout ce qui est extra-occidental en général et subsaharien en particulier. La réalité montre pourtant des sociétés africaines qui font des ponts et des assemblages entre ce qui relève de leur culture ancienne et ce qu'elles ont reçu d'autres civilisations en attestant ainsi du fait que les cultures économiques sont plus des flux que des stocks intangibles. Notre travail dans ce texte a consisté à mettre cela en évidence à travers l'étude des marchés populaires de Yaoundé et de Douala au Cameroun. Ceux-ci se situent à mille lieues des conceptualisations smithienne, hayékienne et walrasienne du Marché dont la DAS est le réceptacle. Nous l'avons fait sans hésiter à convoquer l'histoire afin de montrer que les anachronismes, la discrimination statistique et le philistinisme dans lesquels baignent très souvent la théorie économique dominante du Marché, ne peuvent se comprendre sans le rappel des épisodes historiques qui les fondent. Une économie politique occidentale qui a cherché l'Occident en Afrique en omettant de comprendre l'Afrique elle-même a entraîné l'analyse de celle-ci comme un ensemble de manque, d'incomplétude, de carence et d'absence par rapport à l'Occident. La multitude de circulations, de territoires, d'acteurs, de temporalités et de rationalités qui font les marchés populaires de Yaoundé et de Douala témoignent pourtant de la

possibilité d'autres formes de marchés, d'économie, de développement financier et de développement tout court. Dès lors, prétendre arriver à une compréhension plus fidèle de l'AS afin d'y promouvoir le développement réel implique d'ajouter à sa lecture scientifique d'inspiration occidentale, tant une analytique critique de cet entendement scientifique que des capteurs supplémentaires de ses styles de vie à travers l'étude de ses langues, de ses mythes, de ses religions, de sa littérature et de ses arts en général. C'est aussi à travers ces capteurs supplémentaires du réel que le dialogue entre une conception occidentale du développement comme modernisation économique via le capitalisme et une conception africaine du développement comme construction des conditions d'une reproduction large et durable de la vie peut être féconde. Il est donc important d'avoir présent à l'esprit que l'objectivité dont se targue l'approche dominante du Marché et du développement pour réprimer tout ce qui est extra-occidental, n'est pas neutre, mais historiquement un instrument de pouvoir à travers lequel la modernité occidentale et ses classes dominantes s'imposent au détriment des pratiques populaires alors que celles-ci sont porteuses d'un monde cohérent et logique dans tous les domaines. La question de l'objectivité est une question politique, car construire l'objectivité et sélectionner l'approche crédible du Marché et du développement dans une société donnée nécessite une autorité qui produit cette objectivité et sélectionne les pratiques et les politiques. Notre travail a montré que c'est l'économie politique occidentale qui en tient lieu en AS depuis au moins le XV<sup>e</sup> siècle, et que cela entraîne tant une violence et une injustice épistémologiques, qu'un appauvrissement de l'entendement du marché et du développement comme phénomènes socio-historiques et culturels. La vitalité des marchés populaires de Yaoundé et de Douala est cependant une forme de revanche d'une histoire subsaharienne qui, sans cesse, fait une pique de rappel au projet civilisateur des mœurs économiques que l'économie politique occidentale veut mener sans elle sur ses terres.

---

## BIBLIOGRAPHIE

Amougou, Thierry (2010). *Dualisme financier et développement au Cameroun*, Louvain-la-Neuve, PUL.

Amougou, Thierry (2018). Acteurs populaires, économie populaire et développement réel : contribution à la théorie critique du changement social aux Suds, *Monde en Développement*, n° 181, pp. 71-84.

Ayimpam, Sylvie (2010). *Économie de la débrouille à Kinshasa*, Paris, Karthala.

Badiane, Malang (2012). *Les économies africaines à l'époque précoloniale. L'histoire économique de l'Afrique*, Les éditions européennes.

Balandier, Georges (1988). *Le désordre. Éloge du mouvement*, Paris, Fayard.

Boyer, Robert (2015). *Économie politique des capitalismes. Théorie de la régulation et des crises*, Paris, La Découverte.

Braudel, Fernand (1979). *Le temps du monde*, vol. III, *Civilisation matérielle, économie et capitalisme, XV<sup>e</sup> et XV<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin.

Charrier, Jean-Paul (2005). *Scientisme et Occident. Essai d'épistémologie critique*, Paris, éditions connaissances et savoirs.

Clastres, Pierre (1976), Préface de : Sahlins Marshall (1972), *Âge Pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Paris, éditions Gallimard.

Coquery-Vidrovitch, Catherine (2007). Recherche sur le mode de production africain, in *Penser l'Afrique*, pp. 55-81.

Coquery-Vidrovitch, Catherine (2010). *Petite histoire de l'Afrique*, Paris, La Découverte.

Coquery-Vidrovitch, Catherine (2013). L'historiographie africaine, *Revue Tiers-Monde*, n° 2016, pp. 111-127.

De Munck, Jean (201). Les trois dimensions de la sociologie critique, *Sociologies* [En ligne], La recherche en actes, Régimes d'explication en sociologie, mis en ligne le 06 juillet 2011, consulté le 29 juin 2018. URL : <http://journals.openedition.org/sociologies/3576>.

De Vroey, Michel (1987). L'objet et la méthode : une réflexion sur l'explication en économie, *Chaire Quetelet*, 1987, L'explication en sciences sociales, la recherche des causes en démographie, 13-16 octobre, Louvain-la-Neuve, Belgique.

Fafchamps, Marcel (2004). *Market Institutions in Sub-Saharan Africa, Theory and Evidence*, MIT.

Fontaine, Laurence (2014). *Le Marché. Histoire et usage d'une conquête sociale*, Paris, Gallimard.

Gattier, Daniel, Gélas, Juan et Glissant, Fanny (2018). *Les routes de l'esclavage*, DVD, éditions Arte.

Grignon, Claude et Passeron, Jean-Claude (1989). *Le savant et le populaire. Misérabilisme et populisme en sociologie et en littérature*, Paris, Seuil.

Harrison, Graham (2010). *Neoliberal Africa, the impact of global social engineering*, London and New York, Zed Books,

Helderlé, Pierre (1972). Civilisation africaine et industrialisation. Histoire et tradition, *L'Alsace, Le grand quotidien régional d'information*, page 2.

Hoggart, Richard (1970). *La culture du pauvre*, Les éditions de minuit.

Holas (1964). *L'Afrique Noire*, Paris, éditions Bloud et Gay.

Krugman, Paul (2009). How did economists get it so wrong?, *New York Times*, 6 septembre.

Laude, Jean (1980). Esprits et Dieux d'Afrique, *L'Alsace, Le grand quotidien régional d'information*.

Laval, Claude (2018). *Foucault, Bourdieu et la question néolibérale*, Paris, La Découverte.

Laville, Jean-Louis et Cattani, Antonio David (2005). (Sous la direction de) : *Dictionnaire de l'autre économie*, Paris, Desclée de Brouwer

Le Velly, Ronan (2012). *Sociologie du marché*, Paris, la Découverte.

Lecomte, Jacques (2012). *La bonté humaine. Altruisme, empathie, générosité*, Paris, Odile Jacob.

Levine, Lawrence (2010). *Culture d'en haut, culture d'en bas. L'émergence des hiérarchies culturelles aux États-Unis*, Paris, La Découverte.

Mahieu, François-Régis (1990). *Les fondements de la crise économique en Afrique*, Paris, l'Harmattan.

- Mancini, Anna (2002). *La sagesse de l'ancienne Égypte pour l'internet*, Paris, l'Harmattan, Collection Épistémologie et Philosophie des Sciences.
- Marouby, Christian (2004). *L'économie de la nature. Essai sur Adam Smith et l'Anthropologie de la croissance*, Paris, Seuil.
- Marseille, Jacques (2005). *Empire colonial et capitalisme français*, Paris, Albin Michel.
- Maucourant, Jérôme et Cangiani, Michèle (2017). Introduction à la nouvelle édition de : *Commerce et marché dans les premiers empires*, Paris, Le bord de l'eau.
- Mbog Mbog Bassong, 2013, *Théorie économique africaine. L'alternative à la crise du capitalisme*, Kiyikat Éditions.
- Menu, Bernadette (2004). *Égypte pharaonique. Nouvelles recherches sur l'histoire juridique, économique et sociale de l'ancienne Égypte*, Paris, l'Harmattan, Collection Droits et Cultures.
- Moulin, Raymonde (1974). La culture du pauvre. À propos du livre de Richard Hoggart, *Revue française de sociologie*, 1971, pp. 255-258.
- Muchembled, Robert (1978). *Culture populaire et culture des élites*, Paris, Flammarion.
- Ngo Nyemb, Martine (2017). *Autonomisation des femmes dans un cadre de déficit de développement réel : Analyse des pratiques des Bayam-Sellam Détaillantes des marchés populaires de Yaoundé et de Douala au Cameroun*, Louvain-la-Neuve, PUL.
- Obenga, Théophine (2000). *La Philosophie africaine à la période pharaonique, 278-330 avant notre ère*, Paris, l'Harmattan.
- Peemans, Jean-Philippe (2002). *Le développement des peuples face à la modernisation du monde*, Paris, Harmatan.
- Peemans, Jean-Philippe (2011). *Les discours sur le développement rural face aux réalités du monde et de l'Asie du Sud-Est (1945-2010)*, Études et Documents du GRAESE : Groupe de Recherches Asie de l'Est et du Sud Est.
- Polanyi, Karl (1983). *The great transformation: the political origin of our time*, Boston, Beacon Press.
- Roche (2015). Les marchés en question, préface de : *Le Marché autrement. Marchés réels et marché fantasmé*, pp. 9-24.
- Rodrik, Dani (2006). Goodbye Washington consensus, Hello Washington confusion ? Arevoew of the World Bank economic Growth in the 1990s: Learnig from a decade of reform, *Journal of Economic literature*, vol 44 (4).
- Sahlins, Marshall (1972). *Âge Pierre, âge d'abondance. L'économie des sociétés primitives*, Paris, éditions Gallimard.
- Sennet, Richard (2014). *Ensemble. Pour une éthique de la coopération*, Paris, Albin Michel.
- Servet, Jean-Michel (2012). *Les monnaies du lien*, Presses Universitaire de Lyon.
- Smith, Adam (1776). *Recherche sur la nature et les causes de la richesse des nations*.
- Stiglitz, Joseph (2002). *La grande désillusion*, Paris, Fayard.
- Thompson, Edward (1991). *Les usages de la coutume. Traditions et résistances populaires en Angleterre XVII<sup>e</sup>-XIX<sup>e</sup> siècle*, Paris, EHESS/Gallimard/Seuil.
- Varagnac, André.) et Varagnac, Marthe (1978). *Les traditions populaires*, Paris, PUF.

Wallerstein, Immanuel (1980). *Le système du monde du XV<sup>e</sup> siècle à nos jours. Capitalisme et économie-monde, 1450-1640*, Paris, Flammarion.

Wallerstein, Immanuel (2006). *L'universalisme européen. De la colonisation au droit d'ingérence*, Paris, Édition Demopolis.

Wasseling, Henri (2002). *Le partage de l'Afrique*, Paris, Gallimard.

## NOTES

1. Le Marché concurrentiel comme principe de conciliation entre intérêts individuels et bien-être collectif est considéré par l'économiste Jean-Pascal Bénassy comme un mécanisme qui, grâce au commissaire-priseur, fournit la preuve de l'importance d'un planificateur altruiste et bienveillant dans les transactions marchandes. En outre, les économistes Kenneth Arrow et Frank Hahn montrent que le tâtonnement walrasien évolue rarement vers l'équilibre.
2. D'après Bentham (1748-1832) « Un homme peut être dit partisan de l'utilité lorsque l'approbation ou la désapprobation qu'il manifeste à l'égard d'une action ou d'une mesure, est déterminée par, et proportionnelle à la tendance qu'elle a, d'après lui, à augmenter ou diminuer le bonheur de la communauté ». Et d'après Spencer (1820-1803) le droit naturel exprime l'idée que « dans tous les domaines de la création, on trouve dans la société, ce merveilleux principe d'autorégulation qui maintient tous les éléments en équilibre... les lois de la société sont telles que les maux naturels se rectifient d'eux-mêmes... les grands problèmes que nous rencontrons dans la société viennent de la perturbation des lois de la nature par les hommes. »
3. La transformation de la question immédiate de départ en une question médiate se fait suivant plusieurs étapes qui essorent sa substance politique et sociale pour en faire une question de technique analytique de dimension économique : la problématique de recherche des principes de conciliation entre intérêts individuels et bien-être collectif change en une problématique exclusivement économique. Cette dernière se transforme en un marché concurrentiel qui, lui-même, se métamorphose en une étude de la viabilité du marché concurrentiel qui, par la suite, devient l'étude de la stabilité de l'équilibre du marché qui, finalement, se mue en une étude de la détermination des prix d'équilibre compatibles avec le bien-être économique.
4. Dans le langage ordinaire camerounais, « dépanner » quelqu'un signifie le sortir de « la panne » que représente une absence totale de revenu.
5. L'étendue de l'État traduit ici son intervention dans plusieurs domaines économiques, dont le système financier. Les corrélations que traduisent les axes entre l'étendue de l'État, celle du système financier informel et l'approfondissement financier sont des hypothèses implicites du modèle de M<sup>c</sup> Kinnon et Shaw.

---

## RÉSUMÉS

Depuis les programmes d'ajustements structurels, le marché occupe une place centrale dans les politiques de développement promues en Afrique subsaharienne. Mais le marché de l'économie politique occidentale y existe-t-il ? Si la réponse est négative comme le montre l'examen critique des conceptions smithienne, hayékienne et walrasienne du marché sous contrainte à la fois des



spécificités anthropologique, historique et économique de l'histoire subsaharienne et d'une enquête de terrain à Yaoundé et à Douala au Cameroun, quels types de marchés trouve-t-on en Afrique subsaharienne ? L'article indique qu'il s'agit très souvent de marchés populaires. Il en donne les caractéristiques et les implications en matière de développement.

Since structural adjustment programs, the market is occupying the core of development politics promoted in sub-Saharan Africa. However, does the market conceptualized by the occidental political economy really exist in sub-Saharan Africa? The answer is negative. On one hand, this paper put it forward by confronting several approaches of the market (Smith, Hayek, Walras) to sub-Saharan-Africa anthropological, economical and historical singularities and, on the other hand, to field's results from Yaoundé and Douala in Cameroon. Nevertheless, what kind of market do we find in Sub-Saharan Africa? The paper indicates that sub-Saharan market are mostly popular market. It gives their characteristics and their implications for development.

## INDEX

**Mots-clés :** marché walrasien, marché populaire, Afrique subsaharienne, développement réel, associé

**Keywords :** walrasian market, popular market, Sub-Saharan Africa, real development, associate

## AUTEURS

### THIERRY AMOUGOU

Économiste, professeur à l'Université catholique de Louvain et directeur du CriDis, UCL, Belgique, [thierry.amougou@uclouvain.be](mailto:thierry.amougou@uclouvain.be)

### MARTINE NGO NYEMB

Docteure en sciences politiques et sociales, directrice fondatrice de l'ONG FINS (Femmes Interface Nord-Sud), Belgique, [mcngonyemb@yahoo.fr](mailto:mcngonyemb@yahoo.fr)